



Les adversaires de la Loi Muselière

Pour les libéraux, les socialistes, les communistes les francs-maçons, les libres penseurs et les syndicalistes tout était tout à fait clair au début. Le fascisme et le nazisme étaient la négation de tout ce qui leur était sacré, de tout ce qui leur était cher. Même si les libéraux regrettaient l'introduction du suffrage universel et le scrutin à la proportionnelle et souffraient du poids des organisations syndicales et des appareils de parti, même si les porte-parole du mouvement ouvrier réclamaient à grands cris la révolution du prolétariat pour abolir le pouvoir de l'argent, ils admettaient comme valeur dernière une certaine forme de démocratie et se considéraient comme les héritiers des principes de la Révolution Française. Le culte du chef, les valeurs guerrières, les idéologies du sang et de la race leur inspiraient une saine horreur.

Il serait hypocrite de vouloir, sous prétexte d'objectivité, gommer cette différence fondamentale et avec l'aide d'étiquettes trompeuses mélanger l'accessoire et l'essentiel, inverser les causes et les effets, renvoyer les adversaires dos à dos devant le tribunal de l'Histoire (1). La restauration du principe d'autorité, le refus de la liberté d'opinion et de presse absolue, le verrouillage de la démocratie, l'esprit de croisade convenaient à la droite catholique, la confirmaient dans ses choix, la poussaient à passer aux actes, tandis que la gauche définie au sens philosophique se sentait agressée, offensée, menacée.

Il serait tout aussi vain de vouloir décerner des premiers prix à ceux qui auraient vu le danger avant les autres (2). L'antifascisme remonte aux années vingt, aux manifestations contre l'assassinat de Matteotti, contre l'exécution de Sacco et Vanzetti, contre les expulsions de masse, et il n'y a d'abord aucune différence de nature entre les rassemblements des fascistes italiens des années vingt et les rassemblements de nazis allemands des années trente, sauf que le danger se rapproche, que le cercle se referme, que la menace nous concerne de façon plus directe.

Et dans la mesure où la menace se rapproche, tout devient moins clair, moins précis. Pour agir il faut connaître l'origine du danger et il faut pouvoir se mettre d'accord contre l'ennemi commun. A partir du moment où le fascisme, le nazisme, la question des libertés et de la défense de l'ordre ne sont plus des questions de politique étrangère, des questions philosophiques, des questions de principes et de professions de foi, à partir du moment où Bech s'apprête à mettre en pratique une partie au moins du programme de Batty Esch, derrière l'écran des argumentations et des justifications idéologiques apparaissent les mobiles réels liés aux raisons de vivre, au rôle dans l'édifice social. Avec l'entrée en jeu des intérêts matériels on assiste à d'étranges mutations où le sens des mots change.

Les libéraux

Le libéralisme est en crise. L'idée libérale ne coïncide plus avec la réalité libérale. L'idée libérale c'était l'émancipation des esprits basée sur le progrès économique et la liberté d'entreprendre. L'idée libérale c'était la Constitution de 1848 et de 1868, la loi scolaire et une certaine façon de vivre la neutralité. L'idée libérale s'était incarnée au début du siècle dans un certain nombre d'organisations comme la Fédération des Instituteurs, la Fédération des Cheminots, l'Association des Etudiants (Assoss) et les Associations d'Education Populaire. Les grands patrons de l'industrie luxembourgeoise aidaient, mais cette aide n'était pas une tutelle. Elle ne gênait pas, puisque les aspirations des uns et des autres allaient dans le même sens.

Avec l'absorption de l'industrie luxembourgeoise par les instituts financiers de Bruxelles et de Paris et avec la montée du mouvement ouvrier le libéralisme perd son unité, son équilibre, sa sérénité. L'Arbed participe au financement de la presse libérale, elle envoie ses directeurs dans les comités et sur les listes électorales, mais ces hommes de confiance du capital ne sont plus que les exécutants d'une politique qui se décide ailleurs. L'Arbed a trouvé encore d'autres courroies de transmission et c'est justement ce qu'on appelle le système Bech.

Wähler und Wählerinnen!

Der Wahlkampf vom 6. Juni um das Referendum hat begonnen. Warum ein Referendum?

Regierung und Kammer haben im höheren Interesse unserer Heimat und unserer Freiheit durch das Ordnungsgesetz, auch Antikommunistengesetz genannt, die kommunistische Partei im Luxemburger Lande aufgelöst und verboten. Sie haben damit das Vaterland vor der kommunistischen Brandgefahr gerettet.

Diese wahrhaft nationale Tat der Regierung sollt ihr am 6. Juni im Referendum anerkennen und gutheißen, indem ihr geschlossen mit „Ja“ stimmt.

Die kommunistische Partei wurde verboten, weil sie die Partei der Gewalt, der Revolution und der Knechtschaft ist, weil sie die demokratischen Freiheiten unserer Verfassung mit Gewalt beseitigen, weil sie die Ordnung im Lande mit Gewalt zerstören will. Denn Kommunismus bedeutet: Unterdrückung und Vernichtung der religiösen und persönlichen Freiheit, bedeutet: Diktatur und Gewaltherrschaft einiger Weniger, bedeutet in einem Wort nichts anders als: Revolution und Umsturz.

Jeder aufrichtige und freiheitliche Demokrat, jeder ehrliche und vernünftige Mensch, jeder echte und treue Luxemburger, dem noch das Wahl und Wehe seiner Heimat am Herzen liegt, muß der Regierung bestimmen.

„Letzeburg de Letzeburger!“

Drum fort mit allen jüngern Maskaus, fort mit all jenen, die ihre Direktiven und Befehle von Auslande erhalten, fort mit den Kommunisten und ihren Bundesgenossen, fort mit den Kommunisten und ihren Helfershelfern. Sie alle erwarten persönliche und materielle Vorteile von einem Umsturz und einer Revolution. Darum sind sie Gegner des Ordnungsgesetzes.

Fort mit all jenen, denen die rote Fahne Symbol geworden ist, die unsere Nationalfahne verkennen und verachten.

Fort mit all jenen, die mit geballter Faust den Hassgesang der Internationale gröhlen und immer wieder mit ihrem Kehrreim: Brüder auf zum letzten Gefecht..... herausfordern.

Wähler und Wählerinnen,

Gegen diese sonderbaren Luxemburger und Patrioten sollt ihr am 6. Juni stimmen mit „Ja“.

*Gegen Maskau, Berlin und Amsterdam:
Für ein freies Luxemburg!*

LW 23.5.1937

Die Rechtspartei

Les libéraux dominent encore dans l'enseignement secondaire et dans la magistrature. Les cheminots se sont intégrés dans le mouvement syndical d'obédience socialiste qui s'est permis de racheter l'organe traditionnel du libéralisme radicalisant, le "Escher Tageblatt". La jeunesse dorée a réduit l'Assoss à son bal traditionnel, pendant que les jeunes loups de l'ALUC se préparent à monter à l'assaut des postes clés de l'Etat. Le parti libéral se scinde périodiquement, quand la base, nostalgique du bloc des gauches, entre en rébellion.

Un homme incarne la tradition libérale, Frantz Clement(3). Le libéralisme sans lui est un corps sans âme. Il est parti à Paris, quand Bech a formé sa coalition. Il est revenu, quand Hitler a pris le pouvoir. Frantz Clement dit dès le 12 mai 1933 clairement ce qu'il pense de l'allié clérical dans la "Luxemburger Zeitung" ("Allerhand Hakenkreuzschwärmer"). Très vite Clement devra s'exprimer dans d'autres organes de presse pour dénoncer les projets de Batty Esch ("Wir wissen nun, was uns blüht"), la destitution du premier député communiste ("Ein Verfassungstreit") et le projet de loi pour la défense de l'ordre ("Ein unordentliches Ordnungsgesetz").

Frantz Clement reste longtemps un homme seul dans le milieu libéral. Ses compagnons d'armes des luttes scolaires, du mouvement républicain, de la fronde radicale, les Weber, Tockert, Schommer, Cahen se taisent ou approuvent. Il y a quelques exceptions: J.-P. Schwachtgen, le président de la Fédération des Instituteurs, est confronté dès décembre 1933 avec la question des instituteurs communistes. Robert Stumper, président des associations d'éducation populaires, réunit en octobre 1933 à Esch les dirigeants socialistes et libéraux pour une table ronde sur la question des libertés. Enfin Henri Koch, président de l'Assoss pendant cent jours, essaie de ranimer l'ardeur combative des étudiants par une série de scandales et de coups d'éclat.

Dans toutes ces prises de position l'anticléricalisme domine. Le poème publié en première page du numéro spécial de la "Voix des Jeunes" distribué aux congressistes de Pax Romana parle de la première guerre mondiale: "Ihr redet vom Frieden, und eure Pfaffen segneten während des Krieges die Waffen!" Et Robert Stumper rappelle à Esch le souvenir des luttes scolaires: "Heute häufen sich die Anzeichen eines kommenden Kulturkampfes, ein allerdings anders gestalteter viel gefährlicher Kulturkampf." La "Linksfront" propagée par Koch n'est en réalité que le bon vieux bloc des gauches déguisé sous une terminologie empruntée au parti communiste: "Ce que nous ne voulons plus, c'est que notre pays reste soumis (souligné par nous, H.W.) à l'emprise dictatoriale du parti clérical ... Le Front Unique, formation de combat et d'attaque, constitue la seule possibilité de faire sauter le régime actuel ... L'unité de la conception philosophique primera les divergences socio-économiques" (Voix des Jeunes, septembre 1933). Le fascisme apparaît ici comme une variante du cléricalisme, une nouvelle inquisition. Rien d'étonnant à ce que la contre-attaque se fasse au cri de "A bas la calotte!"

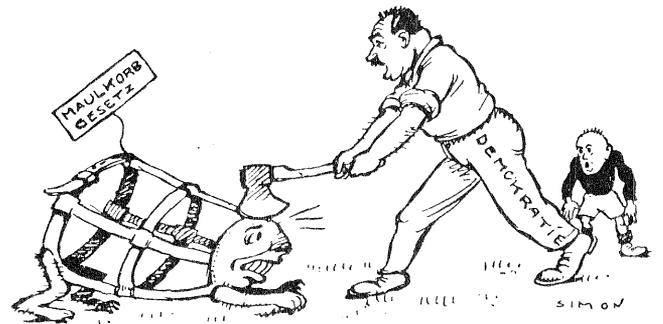
Cette façon un peu courte de voir les choses est encouragée par le "Luxemburger Wort" qui se sent à l'aise dans ce genre de guerre de religions et fait tout pour fixer l'adversaire sur des questions d'ordre culturel.

C'est un point sur lequel socialistes et communistes n'ont aucune difficulté pour s'accorder: le fascisme a son origine dans le fonctionnement de la société capitaliste et on ne peut dissocier la lutte contre le fascisme de la lutte sociale.

Avec la nomination du directeur de l'Arbed Nickels à Berlin cette vérité commence à laisser passer le bout de l'oreille. A partir de novembre 1933 les cercles dirigeants du parti libéral feront preuve d'une grande solidarité autour du gouvernement. La "Luxemburger Zeitung" appellera en juin 1934, après l'élection du premier député communiste, à la formation d'un bloc antimarxiste et en juin 1936 le Front Populaire en France incitera la presse libérale à devenir plus anticommuniste que le "Luxemburger Wort".

Soumise à toutes les pressions l'Assoss, la Fédération des Instituteurs et la gauche libérale n'ont pu mener qu'une action intermittente. Les Jeunes Gardes Progressistes ont évolué longtemps dans le sillage de l'ingénieur Thewes. Les juristes libéraux ne se sont révoltés qu'en mars 1937 et le comité d'action libéral n'a existé que quelques semaines.

Cela n'empêche que leur rôle a été décisif. En se trempant dans le feu des luttes le libéralisme de 1933 se durcira et deviendra antifascisme. Dans l'affrontement avec les réalités économiques le libéralisme idéologique vivra un véritable bain de jouvence et retrouvera les accents authentiques des pionniers du mouvement libéral. A moins qu'il ne se soit agi d'autres couches sociales qui ont repris des mains des vieux libéraux le flambeau des libertés?



in: 50 Joer Maulkuerf

Les socialistes

A l'inverse des libéraux, les socialistes apparaissent en 1933 comme la force montante. Fondé par la jonction des syndicalistes apolitiques de Dudenlang avec les militants restés au parti socialiste après le départ des communistes en 1921 et des sociaux-démocrates en 1922, le parti ouvrier a conquis grâce à l'appui des syndicats un quasi-monopole dans la représentation des ouvriers et des cheminots. Si on est ouvrier ou cheminot, on est syndiqué et si on est syndiqué, on vote pour le parti ouvrier. Le parti doit tout aux syndicats, un journal, ses ressources financières, sa base électorale. Sans les syndicats il n'est rien.

Cette structure de type corporatif impose au parti ouvrier des contraintes que personne n'énonce ouvertement. Le parti ouvrier devra faire ce que font les syndicats qui par définition rassemblent tout le monde, ils devront coller à l'opinion ma-

journalière du milieu ouvrier en se gardant de devancer les syndicats. Les dirigeants des syndicats restent marqués par l'échec de la grève de 1921 et par les reproches que leur avaient été adressés par une base déçue. Ils ne veulent à aucun prix dépasser les cadres de l'action syndicale. Dans le domaine politique ils avancent à tâtons, recherchant plutôt des partenaires loyaux pour une négociation salariale que des alliés pour une lutte mal définie aux objectifs lointains. Ils craignent par-dessus tout l'activité des intellectuels qui veulent les entraîner sur des terrains qui ne sont pas les leurs et qu'ils considèrent comme des intrus venus leur donner des leçons dans leurs fiefs(4).

Leur haine des communistes est viscérale. Elle remonte à cette époque où les dirigeants syndicalistes avaient choisi comme cheval de bataille la dictature du prolétariat et l'adhésion à l'Internationale Communiste. Ils utilisent pour ceux-ci l'expression "soi-disant parti communiste" comme s'ils voulaient inconsciemment réserver pour eux-mêmes le titre d'origine. En même temps ils se présentent comme les représentants du monde ouvrier "moderne" par opposition aux formes anciennes, plus sauvages du syndicalisme de classe. Ce passage de la rhétorique révolutionnaire des austro-marxistes aux formules rassurantes du néo-socialisme est une conséquence de la défaite de la socialdémocratie en Allemagne et en Autriche.

La première réaction de l'organe des syndicats libres "Der Proletarier" est en effet une grosse colère contre les camarades allemands qui ont cru devoir participer aux fêtes nazies du premier mai 1933 avant d'être interdits à leur tour: "Auf ihre Teilnahme an der Maifeier haben sie ihre Quittung erhalten. Hitler weiss, dass er ihnen alles, aber auch alles zumuten kann. Die Deutschen schlucken in ihrem Untertanengeist und im Namen der Disziplin die unerhörtesten Provokationen. Sobald es heisst: Stillgestanden! muckst sich keiner mehr. Den Deutschen fehlt der Rebellengeist!" (6.5.33)

Si le "Proletarier" parle dans des termes ambigus d'une "solidarité internationale contre tout ce qui est allemand" (id.), Pierre Krier déclare une semaine plus tard à la réunion d'urgence convoquée par le parti ouvrier et les syndicats libres: "Der deutsche Faschismus ist jedoch das Resultat der Uneinigkeit der deutschen Arbeiterklasse ... Das ist eine bittere Lehre." (ET, 17.5.33)

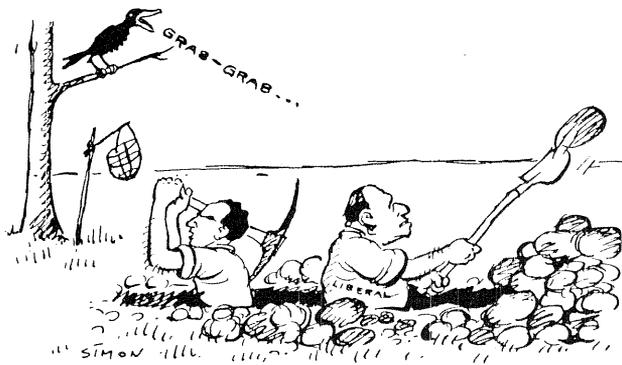
A l'issue de cette réunion le parti ouvrier et les syndicats lancent un appel à la classe ouvrière ainsi qu'à tous les démocrates de se tenir prêts pour faire face à toutes les éventualités et pour se mobiliser dans la résistance au fascisme.

Il n'y a pas de raison pour ne pas admettre la sincérité de cet appel. Le "Escher Tageblatt" consacre en 1933 la plupart de ses éditoriaux à la menace fasciste. Il semble qu'à ce moment les socialistes aient cru, à tort ou à raison, à l'instauration imminente d'une dictature cléricale, comme il ressort d'un document à un usage interne de la rédaction du quotidien socialiste (4A).

Cette mobilisation antifasciste atteint son point culminant en novembre 1933 avec l'interpellation Clement et la manifestation pour la liberté. Antoine Krier considérera plus tard que c'est en novembre 1933 que la menace fasciste a été stoppée. Le parti ouvrier n'organisera plus de manifestations du même type pour empêcher le vote de la loi muselière et attendra les deux derniers mois avant le référendum pour organiser des réunions.

En annonçant son projet d'interdire le parti com-

muniste Bech veut sans doute désamorcer l'offensive de l'aile droite de son parti et rassurer les socialistes. Le gouvernement interdira seulement les communistes. Plus significative encore est l'attitude de Batty Esch qui apporte une nuance importante à son programme corporatif et autoritaire. Les syndicats pourront survivre, s'ils abandonnent la lutte des classes. Cette rectification du tir n'est pas remarquée par l'opinion publique échauffée par les polémiques(5).



in: 50 Joer Maulkuerf

On a voulu voir dans le rejet des propositions unitaires des communistes par l'aile syndicale du parti ouvrier la conséquence des contacts établis avec les syndicalistes chrétiens. Cette explication ne suffit pas. Les syndicalistes chrétiens n'ont pas pris de tels égards envers leur partenaire socialiste, de quel droit auraient-ils pu prescrire à ceux-ci la conduite à tenir? La tactique syndicale fait partie d'une stratégie plus vaste. En témoigne la coalition engagée à Esch par Clement et Krier avec les partis gouvernementaux contre l'avis de la section locale. A partir de ce moment une option est prise pour l'entrée des socialistes au gouvernement.

Les socialistes masquent cette convergence entre une conception corporatiste diluée et un syndicalisme converti aux théories néo-socialistes par une rhétorique effervescente. Obligés de se disculper de cette part maudite d'eux-mêmes que constitue l'héritage marxiste ils se tirent d'affaire en répétant bien haut que l'interdiction du parti communiste n'est qu'un prétexte et que la loi vise en réalité à supprimer les syndicats. Hypothèse hautement invraisemblable. Comment expliquer qu'un gouvernement qui vient de reconnaître les syndicats en janvier 1936 déterre en octobre son projet pour massacrer ceux-ci?

Le projet vise les communistes et ceux qui pourraient être assimilés à des communistes. Il vise à museler les socialistes, il vise à apprivoiser les socialistes, il vise à les domestiquer. Il ne vise pas à les interdire en bloc et il ne les vise pas dans la mesure où ils ne dépassent pas certaines limites, où ils n'acceptent pas certaines alliances. P. Krier et H. Clement savent donc qu'ils sont hors d'atteinte.

Le référendum obtenu par les dirigeants syndicaux en avril 1937 et concédé par Bech sans réticence a été présenté comme un pari de deux adversaires vaincus l'un comme l'autre de sa propre victoire, apparaît alors beaucoup plus comme l'option commune de deux partenaires sociaux pour un arbitrage qui deviendrait exécutoire quelqu'en soit le résultat et aurait pour but de clore les débats. Dans

son manifeste du 18 avril 1937 le parti ouvrier s'engage indirectement à accepter le résultat du référendum, quel qu'il soit. "Wenn das Volk klar seinen Willen kundgibt, darf keine Regierung es wagen, sich diesem Volkswillen zu widersetzen. Denn der Wille des Volkes ist oberstes Gesetz!" Le manifeste contient un avertissement très net adressé à la base socialiste: "Lasst euch nicht zu voreiligen und darum schädlichen Nebenaktionen verleiten." Comment pouvait-on parler d'actions prématurées six semaines avant le vote final?

On assiste à ce moment à une véritable mutinerie de l'infanterie du parti socialiste, sous la conduite du président désavoué et démissionnaire du parti, René Blum, appuyé par la jeunesse ouvrière socialiste, par la vieille garde d'avant la création du parti ouvrier, par les intellectuels du parti et par un nombre croissant de sections locales, d'abord Differdange, puis Belvaux, Schiff-lange, Diekirch, Wiltz. Les rapports de police conservés aux archives de l'Etat permettent de se faire une image de ce raz-de-marée. A Wasserbillig 200 personnes viennent à la manifestation unitaire contre la loi muselière, 35 à la réunion organisée par les dirigeants syndicaux, à Beaufort ce sont 55 auditeurs pour les premiers et 15 pour les seconds, à Echternach 200 et 80, à Belvaux 120 contre 27, à Esch 1500 contre 200. Seul dans le Centre et le Nord, où le référendum se déroule en même temps que des élections législatives, le parti ouvrier garde sa cohésion. Dans le Sud et l'Est Blum attire des foules tandis que Krier parle devant des chaises vides.

Les communistes

Le parti communiste n'est plus qu'un résidu, un pâle reflet des mouvements de masse de l'après-guerre, un noyau dur de militants coupés de leur milieu. Quand en septembre 1929 le parti communiste a voulu reprendre pied dans les syndicats en regroupant les oppositionnels, ceux-ci furent exclus avant même d'avoir agi. En 1930 Bech envoya contre eux la police montée, fit interdire leurs réunions, emprisonna et expulsa à tour de rôle, fit interpeler les distributeurs de tracts et surveiller les domiciles particuliers. Cette tentative de mettre fin aux activités communistes sans interdire le parti en tant que tel avait fait long feu devant l'irritation de la population et les réticences des juges.

Si le parti faisait encore peur, son action était pourtant bloquée par des inhibitions internes. Purs et durs, luttant seuls contre tous, les communistes avaient une mentalité d'assiégés. Ils avaient beaucoup d'ennemis et étaient fiers d'avoir beaucoup d'ennemis. Ils considéraient les socialistes comme leurs pires ennemis qui leur tapaient dessus quand ils voulaient participer aux manifestations et les injuriaient dans leur presse. Ils leur rendaient leur dû en les désignant d'un terme d'injure particulièrement scientifique, de "socialfascistes", ce qui signifiait en langue vulgaire quelque chose comme lâches et traîtres. La victoire du fascisme en Allemagne et les intentions de Bech n'étaient à leurs yeux que des preuves supplémentaires de la justesse de leurs thèses. La démocratie était un leurre, les concessions des sociaux-démocrates menaient droit au fascisme. Une seule solution: la révolution comme en Russie.

Il n'est pas facile de sortir du piège du sectarisme. C'est la réalité qui a remis les commu-

nistes sur les pieds. Cette réalité c'était la destitution des instituteurs Kill et Urbany, premier acte d'un processus qui risquait d'aboutir aux peines de cinq années de prison pour délits politiques inscrits dans la loi-muselière. Ce processus ne pouvait être arrêté sans mouvement unitaire très large.

C'est en juin-juillet 1934 que le parti communiste décide d'arrêter la polémique contre le parti socialiste, de dissoudre l'opposition syndicale et de proposer au parti socialiste un pacte d'union (6). Ce tournant s'accompagne d'une mise à jour de l'ensemble de la stratégie et du vocabulaire. Le parti ne considère plus la "démocratie bourgeoise" comme une illusion destinée à détourner les ouvriers de leur droit chemin, mais il revendique les libertés constitutionnelles comme des conquêtes de la classe ouvrière qu'il faut défendre. Il cherche à rassembler contre l'ennemi principal, le fascisme, tous ceux qui ont un intérêt réel à s'y opposer. Le fascisme étant considéré par les communistes comme un produit du capitalisme, cela ne signifie donc pas que le parti communiste abandonne sa lutte contre les puissances de l'argent. Pour eux être révolutionnaire ne consiste plus à parler de révolution, mais à changer la société.

Cette démarche conduit le parti communiste à investir tous les terrains permettant de déboucher sur une union plus large. Pour contourner l'obstacle socialiste le parti délègue deux de ses militants chez les libres penseurs. La Libre Pensée d'Esch, dont Useldinger est le secrétaire, va devenir le pivot du mouvement unitaire, donnant naissance aux comités antifascistes de 1935 et à la Ligue pour la Défense de la Démocratie de 1937 (7). "Die Neue Zeit", organe de presse créé par la Libre Pensée et dont l'un des rédacteurs est Jean Kill, sera le creuset de ce front populaire luxembourgeois.

Les catholiques ne sont pas exclus de ce mouvement unitaire. La "Arbeiterstimme" fait appel à eux dès octobre 1934 et c'est pour ménager leurs sentiments religieux que la Libre Pensée, trop marquée par l'anticléricalisme, cède la place en janvier 1937 à la Ligue pour la Défense de la Démocratie. Henri Koch raconte, encore ahuri plus de 40 ans après, comment Urbany est allé convaincre les libres penseurs de la nécessité de mettre leur anticléricalisme en veilleuse (8).

C'est toute la question nationale que le parti communiste est en train d'intégrer dans ses analyses pour préfigurer déjà ce que sera l'unité nationale contre l'occupant nazi. Période féconde pour le parti communiste qui s'enracine pour la première fois réellement dans le mouvement social et la réalité nationale en agglomérant les militants qui seront les cadres de son activité dans la résistance.

Bilan

Nous ne dirons pas comme certains historiens que tous ont eu raison d'une certaine façon. Le peuple a tranché d'une façon catégorique en donnant la majorité aux adversaires de la loi muselière. Cela ne veut pas dire que 51% des Luxembourgeois aient voté pour le communisme ou que 49% aient voté pour le fascisme. Le peuple luxembourgeois a simplement dit que ce n'était pas le communisme mais Hitler qui constituait une menace pour nos libertés et notre indépendance. Il a voulu dire aussi que ce n'est pas en se rapprochant de l'Al-

l'Allemagne nazie ou en la ménageant qu'on pourra se tirer d'affaire, mais en faisant face et en restant nous-mêmes. La lutte opposant partisans et adversaires de la loi muselière a clarifié beaucoup de choses et a levé les principaux obstacles à une résistance contre le futur occupant.

Dans le camp des adversaires de la loi muselière certains rapports de force ont été également modifiés. La campagne a vu ressurgir des fonds de la mémoire collective un libéralisme qu'on avait un peu trop vite enterré et elle a brisé le monopole de la représentation ouvrière défendu par le parti socialiste en confirmant la légalité et l'enracinement du parti communiste. La construction d'un système bipartite basé sur la convergence entre un corporatisme chrétien de Batty Esch et le syndicalisme "moderne" de Pierre Krier ont été, du moins provisoirement, mis en échec.

Le gouvernement issu des élections de 1937 sera un mariage de raison qui ne résoudra aucun problème (9) et ne servira qu'à protéger les socialistes contre la tentation d'un front populaire. Il constituera un intermède avant l'occupation nazie qui verra s'unir ceux qui dans les deux camps se sont le plus mobilisés en 1937.

Henri WEHENKEL

NOTES :

(1) Gilbert Trausch dans sa préface à Carole Mersch, "Le national-socialisme et la presse luxembourgeoise": "Alors, des deux côtés, les simplifications les plus grossières sont monnaie courante: le 'Luxemburger Wort' approuverait le régime nazi et souhaiterait l'établissement au Luxembourg d'un régime autoritaire; ..." (p.8).

(2) Henri Koch-Kent dans "Vu et Entendu, Souvenirs d'une époque controversée": "Après des semaines fiévreuses, pendant lesquelles des centaines de personnes avaient été touchées, nous estimions le terrain suffisamment préparé pour publier, fin juin 1933, le premier numéro de 'La Voix des Jeunes', nouvelle série ... 'Ce que nous voulons' - tel était le titre de l'article placé en évidence 'à la une' du premier numéro. Il s'agissait d'un appel à l'unité de gauche, signé de mon nom" (p. 102-103). Le numéro 1 ne contient aucun appel à la lutte. L'appel en question se trouve dans le numéro 3 paru en septembre 1933 après bien d'autres appels.

(3) Dans "Vu et Entendu" Henri Koch-Kent consacre un chapitre à la "création d'un groupe d'auto-défense". Nous y apprenons que ce serait Henri Koch-Kent qui aurait pris l'initiative de cette formation de combat, à laquelle auraient appartenu à côté d'un certain nombre d'amis personnels de l'auteur René Blum, Frantz Clement, Emile Marx et Marcel Noppeney. Nous avons de la peine à croire que ces personnalités aient été les membres d'une formation de combat sous le commandement de Henri Koch.

(4) Lily Krier-Becker dans "Pierre Krier, ein Lebensbild": "Auch in diesem Fall war er der Meinung, dass Gewerkschaften und Partei an sich eine Volksfront darstellten, die es durchaus nicht nötig hatte, anderweitig Sukkurs nachzusuchen. Was konnten ihr die paar Kommunisten helfen, oder auch die 'Unabhängigen' oder andere Klubs und Klübchen? Sie wären doch nur Schmarotzer gewesen" (p.82-83). Le parti ouvrier, sans les indépendants, représentait 25% du corps électoral.

(4a) Document du 6 janvier 1933 en possession du Centre Jean Kill.

(5) "Luxemburger Wort", 30.11.33: "Die Bedingung"; 27.11.33: "Vom Syndikat zur Korporation".

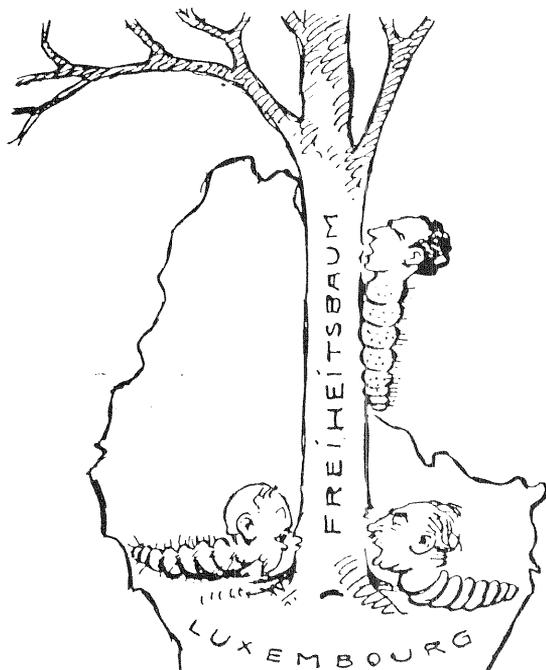
(6) Ben Fayot dans la brochure commémorative "50 Joer Maulkuerw", 1987: "... dem totalitären Kommunismus, andererseits, der erst 1935 anfängt, seine Taktik umzuändern und Koalitionen mit andern Linkskräften zu suchen. Diese schwierige Lage erklärt dann auch die Haltung der AP und der CGT-Gewerkschaften ..." -L'historien Fayot écrit dans "Sozialismus in Luxemburg": "Im Laufe des Jahres 1934 änderte die Taktik der KP ..." (p.405). La différence est importante, parce qu'elle ne permet pas d'accuser le PCL d'avoir simplement exécuté une décision du Congrès de l'Internationale qui a été prise en 1935 seulement.

(7) Henri Koch-Kent revendique la paternité de la Ligue pour la Défense de la Démocratie en la faisant naître le 30 janvier 1937 ("Ils ont dit Non", p.22). Le 17 janvier 1937 une réunion est déjà organisée par la Ligue à Beles (Vst, 23.1.37).

(8) "Les curés avec nous", fut un slogan inattendu pour les libres penseurs. Dominique Urbany qui devient après la Libération ministre du gouvernement d'union nationale, n'hésita pas, en 1937, au congrès annuel de la Libre Pensée, à proposer l'abandon de toute activité anticléricale. "Mam Päfeknachen lackelt é kën Hond méi hannert dem Uewen eraus", fut la conclusion de son intervention qui entraîna des démissions parmi les membres de la Libre Pensée ("Ils ont dit Non au fascisme", p.13). Le fait que les catholiques sont restés prisonniers des idéologies conservatrices fut un côté négatif de la campagne contre la loi muselière, nous semble-t-il.

(9) Fayot dans "Sozialismus in Luxemburg" dresse un bilan très négatif de la participation des socialistes au gouvernement: "Während die Regierungspolitik sich weder wirtschaftlich, noch sozial, noch politisch grundlegend gegenüber den vorhergehenden Jahren änderte, hatte die AP seit 1924 einen langen Weg und eine wesentliche Etappe hinter sich" (p.438-439).

EINE RAUPENPLAGE.



Mengt dir, mat ère schartige Meiler
Könnst dir zerbeißen dese Peiler.

in: 50 Joer Maulkuerf